

Opinions

Ce n'est pas une guerre civile

Mathieu Bock-Côté

Les scènes de violence, de pillage et les agressions contre les policiers dont nous sommes témoins depuis mercredi soir n'ont rien de surprenant. La France, depuis vingt ans, redoute une réédition des émeutes de 2005. Tous les éléments sont rassemblés pour qu'il en soit ainsi. Le drame de la mort du jeune Nahel a été immédiatement instrumentalisé par ceux qui cherchent toutes les occasions possibles pour semer le trouble.

Mais, dans la nuit de jeudi, les émeutiers qui saccageaient les banlieues ont décidé de mener des raids sur Paris, pour s'y adonner au pillage, pour y semer la terreur aussi. **Nulle surprise : depuis des années, il suffit de regarder la carte de Paris pour constater qu'elle est en quelque sorte assiégée. On pourrait dire la même chose des autres grandes villes du pays. La fracture identitaire engendrée par l'immigration massive et la mutation démographique qu'elle entraîne s'expose à qui veut bien la voir.**

Ceux qui s'imaginaient protégés dans des métropoles forteresses et digicodisées découvrent qu'on pourra demain tirer à balles réelles sous leurs fenêtres, et que les « jeunes » perdus de la République, grimés en martyrs de la France postcoloniale par la sociologie progressiste, entrent dans les villes convaincus d'avoir le droit de les piller, poussés par **une pulsion qui relève moins de l'agressivité idéologique que de l'instinct de conquête.** Comment nommer la présente situation, sans céder à la tentation médiatiquement recommandée de l'édulcoration ?

La référence à la guerre civile est pour plusieurs raisons tentantes et s'impose dans le vocabulaire politique ordinaire, comme si un tabou venait de sauter et qu'il était enfin permis de parler d'une réalité que tous ressentent plus ou moins intimement. Mais cette référence est pourtant inexacte. Car une guerre civile se vit au sein d'un même peuple, divise les familles, fracture les communautés et brûle d'abord du feu de la passion idéologique. C'est même ce qui la caractérise.

Or, à moins de réduire la nation française à une simple entité juridique, il faut convenir que **la présente séquence met justement en scène des populations qui ne croient pas appartenir au même peuple.** On s'en désolera, naturellement. Mieux vaudrait parler d'émeutes au sein de territoires qui se vivent comme des enclaves étrangères, que la France a tout fait pour ramener dans son sein, à coups de dépenses publiques pharaoniques, sans y parvenir. D'autres y verront peut-être les prodromes d'un choc des civilisations.

De ce point de vue, certains parleront tout à la fois de sécession et de conquête. La sécession

est indéniable. L'agression de plusieurs journalistes en marge des émeutes est révélatrice : les médias français sont traités comme des médias étrangers. C'est aussi pour cela que les symboles de l'État sont partout rejetés et incendiés.

Mais c'est aussi une guerre pour la maîtrise du territoire qui se dévoile sous nos yeux. Elle se mène depuis longtemps, d'ailleurs, pour peu qu'on comprenne que le harcèlement sexuel dans les transports par les « racailles » s'inscrit dans cette volonté d'exercer une souveraineté nouvelle sur le corps des femmes, qui ont d'ailleurs pris l'habitude d'y porter des vêtements amples, en espérant qu'en adoptant les mœurs nouvelles qui s'imposent en France, elles retrouveraient une certaine sécurité.

On y revient : ces raids ne sont pas ceux de militants, même si ces derniers ont cherché à encadrer la marche blanche, en l'inscrivant sous le signe de l'indigénisme, et même si on peut être certain que trente ans de propagande antifranaise aujourd'hui relayée par LFI et la gauche radicale ont assurément joué un rôle central dans le pourrissement de la situation, cette dernière rêvant ouvertement d'une France s'embrasant.

Il n'existe pas, en France, de zones de non-droit, seulement des zones où s'exerce une souveraineté nouvelle, qui s'exprime en détruisant tous les symboles représentant les autorités françaises. De même, les territoires perdus de la République sont d'abord des territoires où la France est rejetée. Mieux vaudrait parler de territoires en situation de partition ethnoculturelle dominés par les dealers et les islamistes que certains voudraient pousser une dynamique insurrectionnelle. La population locale désireuse de s'intégrer est prise en otage par ce nouvel ordre.

Ni Lola, ni Shaina, ni Alban Gervaise n'ont suscité dans le pays une réaction semblable à celle dont nous sommes actuellement témoins. Ce n'est pas un détail. Ils furent nombreux, ces dernières années, à annoncer que le choc entre ces deux mondes viendrait. Hommes de gauche, de droite, de centre, le confessaient volontiers à micro fermé, tout en fustigeant publiquement ceux qui confessaient la même chose publiquement. Mais le déni de réel ne tient plus, et le courage élémentaire, pour bien des politiques, consistera demain à redire publiquement ce qu'ils disaient en privé. Je serais hélas surpris qu'ils le fassent.